

Le fait est que le gouvernement du Canada paie entre 10 et 11 p. 100 sur les obligations négociables. Certains représentants du marché boursier ont proposé que le gouvernement songe à émettre des obligations indexées parce qu'elles pourraient être émises à des taux s'établissant entre 7 et 8 p. 100. Cela représenterait une économie de 30 à 40 millions de dollars pour une émission d'obligations de 1 milliard de dollars.

Le chef du Nouveau parti démocratique ne peut pas jouer sur les deux tableaux. Il ne peut pas nous dire de chercher d'autres moyens d'économiser et prétendre ensuite que nous ne devrions pas essayer de faire quelque chose qui, selon certains, économiserait 30 à 40 millions de dollars.

#### LES INVESTISSEURS ÉVENTUELS

**L'hon. Edward Broadbent (Oshawa):** Monsieur le Président, le ministre ne peut pas jouer sur les deux tableaux lui non plus. Il ne peut pas supprimer l'indexation aux pensionnés et donner cet argent aux investisseurs du Canada. C'est pourtant ce qu'il fait.

**Des voix:** Bravo!

**M. Broadbent:** Après nous être renseignés auprès d'une maison de courtage aujourd'hui, je voudrais demander au ministre s'il reconnaîtra à la Chambre...

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Broadbent:** ... qu'il a parlé des obligations qu'il compte émettre...

**Des voix:** Nommez-la.

**M. le Président:** A l'ordre.

**M. Broadbent:** Le ministre reconnaîtra-t-il que ce ne sont pas les pensionnés ordinaires qui pourront acheter ces obligations? De fait, comme la maison de courtage l'a dit à mes adjoints, ce seront les riches, d'une part, et les grosses sociétés, de l'autre, qui pourront avoir recours à ce système. Le ministre le reconnaîtra-t-il?

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, je recommande au député de changer de courtier parce que ces renseignements sont faux. Si les obligations indexées se vendent bien sur le marché, elles seront achetées par des caisses de pension, des compagnies d'assurance et les organismes financiers qui s'occupent de fournir un revenu de retraite aux Canadiens. Voilà le marché qui nous intéresse. Ce programme ne s'adresse ni aux sociétés ni aux riches. Il s'adresse aux compagnies qui versent des pensions aux nombreux syndiqués que le député se plaît à représenter, à ce qu'il dit.

#### ON DEMANDE AU MINISTRE DE RENONCER À LA MESURE

**L'hon. Edward Broadbent (Oshawa):** Monsieur le Président, le ministre est bien placé pour donner des assurances aux Canadiens. Il a parlé de fonds de pension pour les pensionnés. Il n'a pas besoin d'attendre la mise en place d'un processus de contrôle qui s'étalera sur des semaines ou des mois pour reconnaître que les pensionnés vont souffrir de cette mesure. S'il se soucie des pensionnés, peut-il dire maintenant à la Chambre

#### Questions orales

que le gouvernement va rétablir l'indexation pour les pensionnés et ne va pas mettre à exécution son plan visant à accorder des conditions particulières aux investisseurs, tant que tous les groupes de Canadiens ne seront pas protégés contre l'inflation?

● (1430)

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, je tiens à dire très clairement que cette proposition, si l'on veut appeler cela une proposition, a été discutée par le parti libéral quand il était au pouvoir...

**M. Broadbent:** Et alors?

**M. Wilson (Etoibicoke-Centre):** ... et que cette proposition m'a aussi été soumise en tant que ministre des Finances. Il n'y a rien d'imminent, en l'occurrence. Il ne va rien se passer demain ou le mois prochain. C'est quelque chose que nous essayons d'approfondir pour voir s'il y a des moyens de faire faire des économies au gouvernement du Canada et, par l'intermédiaire du gouvernement du Canada, à tous les contribuables.

Je souhaiterais que le chef du Nouveau parti démocratique nous aide à essayer de freiner les dépenses du gouvernement, de façon que nous puissions rétablir certains des programmes sociaux que tous les Canadiens, y compris mes collègues de ce côté-ci de la Chambre, souhaiteraient voir fonctionner.

\* \* \*

[Français]

#### LA SÉCURITÉ DE LA VIEILLESSE

##### LES PROGRAMMES SOCIAUX—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

**M. Jean-Claude Malépart (Montréal-Sainte-Marie):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au très honorable premier ministre du Canada.

Monsieur le Président, je pense que c'est connu de tout le monde que ce gouvernement se préoccupe plus d'aider les riches que de venir en aide aux plus démunis.

Monsieur le premier ministre, en janvier dernier, cinq mois après la prise du pouvoir, vous étiez au courant de la situation financière du gouvernement, vous étiez au courant de la dette et, à ce moment-là, par la voie de votre ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, vous vous êtes engagé à ce que la réforme des programmes sociaux ne serve pas à réduire le déficit.

Ma question est la suivante: Est-ce que le très honorable premier ministre peut expliquer, s'il veut bien me regarder au lieu de lire, aux députés et à toutes les personnes âgées ce qui s'est passé de si grave dans son gouvernement pour que celui-ci soit obligé de renier une deuxième fois ses engagements à l'endroit des personnes âgées?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, ce qui s'est passé, c'est que vendredi dernier, on a appris que 70,000 nouveaux emplois ont été créés au Canada, que les taux d'intérêt ont baissé de 29 «base points», que les ventes d'automobiles ont grimpé au mois d'avril de 29.9 p. 100 et que, aujourd'hui, les vrais investissements au Canada, pour la première fois, seront majorés d'environ 13 p. 100.